

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 16 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

U-LOGISTIQUE

ZI Belle Etoile Antarès - Place des Pléiades
BP 40306
44470 Carquefou

Références : N2-2025-1360
Code AIOT : 0006301659

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement U-LOGISTIQUE implanté 8 RUE VEGA 44470 CARQUEFOU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- U-LOGISTIQUE
- 8 RUE VEGA 44470 CARQUEFOU
- Code AIOT : 0006301659
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société U LOGISTIQUE est autorisée à exploiter, sur le site de Carquefou, un entrepôt de stockage à température dirigée. Cet établissement est soumis à autorisation au titre de la législation sur les installations classées pour la détention d'ammoniac, sous la rubrique n°4735.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Confinement	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article article 6.2 annexe I	Levée de mise en demeure
2	Protection des installations contre la foudre	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article article 4.3 C	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la dernière visite d'inspection, l'exploitant a mis en place les actions nécessaires pour respecter les prescriptions réglementaires. Les travaux ont été réceptionnés avant l'échéance des 3 mois inscrit dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Les constats réalisés lors de cette inspection permettent de proposer la levée de la mise en demeure du 29-08-2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 6.2 annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, dispositif automatique d'obturation
Prescription contrôlée : Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. En cas de dispositif de confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un devis du 07-08-2025, et le bon de commande associé, pour l'installation de 3 vannes motorisées. La réception des ouvrages a été réalisée le 21-11-2025. Lors de la visite, il a été constaté l'installation de ces 3 vannes, ainsi que la rédaction d'une procédure pour leurs manipulations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Protection des installations contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 4.3 C
Thème(s) : Risques accidentels, maintenance
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les dispositions de la section III de l'arrêté du 04-10-2010 susvisé, afin de protéger les bâtiments contre le risque foudre.
Constats : Des travaux ont été réalisés sur les installations. La vérification périodique complète réalisée le 29-

08-2025 n'indique aucune observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure